

ARTICLE EX-POST

Collaboration avec les communautés

Collaboration entre les autorités locales et les communautés en matière de prévention de l'extrémisme violent

Synthèse

Les communautés ont besoin du soutien des autorités. De même, il est nécessaire pour les autorités d'impliquer les communautés qu'elles protègent, représentent et soutiennent. La mise en place de structures de coopération et de partenariats solides aura donc une incidence positive sur les efforts visant à **prévenir la polarisation et la radicalisation**.

Mais en instaurant une telle coopération, les autorités locales et les représentants des communautés sont confrontés à de nombreuses difficultés. Le présent article ex-post **examine les enjeux, les solutions et les choix à différents stades de la collaboration: 1. préparation, 2. prise de contact, 3. sélection des partenaires, 4. dialogue et collaboration et 5. réponse à une crise.**

Le présent article s'appuie sur les enseignements tirés précédemment⁽¹⁾, ainsi que sur les conclusions de la réunion conjointe des groupes de travail RAN Local et RAN YF&C intitulée «*Collaboration avec les communautés*».

¹ RAN LOCAL «*Engaging with religious communities*» (Collaboration avec les communautés religieuses) (2016) et RAN YF&C «*Strengthening community resilience to polarisation and radicalisation*» (Renforcer la résilience des communautés à la polarisation et à la radicalisation) (2017)

Le présent article s'adresse aux **coordinateurs locaux, aux animateurs socioculturels et aux représentants des communautés** intéressés et impliqués dans la prévention de la polarisation et de la radicalisation.

Qu'est-ce qu'une communauté?

Avant d'aborder la collaboration avec les communautés en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, il est important de bien comprendre ce qui constitue une communauté, ainsi que les différents types de communautés qui existent. Gerald Delanty (2003) distingue trois types de communautés: les communautés fondées sur l'emplacement, les communautés basées sur l'identité (morale, d'intérêt, ethnique) et les communautés fondées sur l'organisation ⁽²⁾. La réalité est cependant plus complexe que ne le suggère cette catégorisation: dans les faits, les communautés peuvent se caractériser par différents types de relations, certaines pouvant même exister simultanément. Paul James (2012) le reconnaît et remarque que les communautés peuvent être imbriquées et/ou se recouper; une communauté peut en contenir une autre: par exemple une communauté fondée sur l'emplacement peut abriter un certain nombre de communautés ethniques ⁽³⁾.

Lorsque l'on collabore avec les communautés en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, il est important de tenir compte des facteurs qui lient les individus à une communauté et du type de relation qui est le plus dominant et le plus pertinent. Cela aide à comprendre qui est représenté dans cette communauté et s'il s'agit réellement du groupe que vous souhaitez atteindre. Le ministre australien des affaires multiculturelles avait cette notion à l'esprit lorsqu'il a recommandé d'utiliser des sites sportifs plutôt que des lieux de culte pour atteindre les personnes concernées par des initiatives visant à prévenir la radicalisation d'inspiration islamique ⁽⁴⁾.

En quoi les communautés ont-elles une pertinence dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent?

Même si les gouvernements et les pouvoirs publics doivent tout faire pour prévenir la polarisation, l'extrémisme et la radicalisation, ils ne peuvent s'atteler à ces problèmes efficacement sans la participation des communautés. La polarisation, qui peut créer un terreau propice à la radicalisation, entraîne des

² Delanty, G. (2003) «Community» (Communauté) tel que cité dans «[The Moral Heart of Public Service](#)» (Le cœur moral de la fonction publique) (2017, p.215)

³ James, P. (2012) tel que cité dans «The Moral Heart of Public Service» (Le cœur moral de la fonction publique) (2017, p.216-217)

⁴ Murphy, C. (2016) «[Community engagement to counter radicalisation is a team effort](#)» ([La collaboration des communautés pour lutter contre la radicalisation est un effort collectif](#))

tensions croissantes entre les communautés. La confiance et le dialogue entre les communautés et les autorités peuvent contribuer à prévenir et à atténuer ce processus⁽⁵⁾. L'extrémisme et la polarisation se développent plus facilement lorsque les communautés ne mettent pas d'obstacle aux individus qui cherchent à radicaliser les autres. Les communautés peuvent également offrir un sentiment d'appartenance qui constitue un choix alternatif au sentiment d'appartenance invoqué par les groupes extrémistes pour tenter de séduire les personnes vulnérables⁽⁶⁾.

La collaboration avec les communautés est donc un outil essentiel pour prévenir la polarisation et l'extrémisme. Mais les communautés ont aussi tout intérêt à collaborer avec les autorités locales: en partageant des connaissances et des ressources avec les autorités locales, elles peuvent mieux servir leurs membres et les protéger de l'influence des extrémistes.

Afin d'établir et de maintenir une relation constructive dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, les autorités locales et les représentants des communautés doivent cependant relever plusieurs défis.

La collaboration avec les communautés en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent: une approche étape par étape

Les autorités locales et les représentants des communautés ont chacun des défis à relever à différents stades de leur collaboration. Parfois, ces défis sont différents et parfois ils se chevauchent. Les articles ex-post des précédentes réunions des groupes de travail RAN LOCAL et RAN YF&C ont abordé certains de ces défis et leurs solutions⁽⁷⁾. La Collection RAN aborde également en détail les enseignements tirés et les pratiques instructives concernant la collaboration avec les communautés⁽⁸⁾. Dans le présent article, nous allons à présent combiner ces efforts avec les conclusions de la réunion conjointe des groupes de travail RAN Local et RAN YF&C intitulée «*Collaboration avec les communautés*». Il en résulte un ensemble de lignes directrices et de considérations sur l'adoption d'une approche étape par étape visant à instaurer et à maintenir une collaboration réussie entre les autorités locales et les communautés dans le domaine de la prévention de la polarisation et de la radicalisation.

⁵ Article ex-post du RAN (2017) «[Polarisation management](#)» ([Gestion de la polarisation](#))

⁶ Document d'analyse du RAN M. (2016) «[The root causes of radicalisation](#)» (Les causes profondes de la radicalisation) p. 3.

⁷ Article ex-post du groupe de travail RAN YF&C (2017) «[Strengthening Community Resilience](#)» ([Renforcement de la résilience des communautés](#)); Article ex-post du groupe de travail RAN LOCAL (2016) «[How to cooperate with religious organisations and organisations](#)» ([Coopérer avec les organisations religieuses et les communautés](#))

⁸ Collection RAN «[Community engagement](#)» ([Collaboration avec les communautés](#))



La réalité est plus complexe que ne le suggère ce modèle étape par étape. En raison de la nature dynamique des communautés, il est nécessaire de réfléchir, de revenir en arrière et de réactualiser le réseau en permanence. Cela signifie que les considérations et les choix figurant dans le modèle peuvent être présentés dans un ordre différent ou simultanément, selon la communauté et le partenaire concernés. Il peut ne pas être possible d'achever certaines des étapes et des préparations en raison d'un manque de temps et de ressources. Toutefois, le modèle devrait permettre de mieux comprendre les enjeux et les considérations et de réfléchir aux choix qui s'inscrivent dans le processus.

Étape 1: préparation

1.1 Mise en place des conditions préalables

Avant de mettre en place une collaboration avec des partenaires extérieurs, les autorités locales devraient envisager les points suivants:

- 1) les effets qu'elles comptent obtenir en collaborant avec les communautés en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent;
- 2) décomposer, et préciser, ces effets en objectifs mesurables/communicables à court et à long terme;
- 3) clarifier les ressources (financières et humaines) qu'elles sont disposées à consacrer pour atteindre ces effets/objectifs: répondre de manière honnête et réaliste.

Ces trois questions (effets, objectifs, ressources) devraient être intégrées en interne afin de garantir que l'organisation «parle d'une seule voix dans l'ensemble de ses communications externes et de ses actions».

1.2 Cartographie et recherche

Une fois que les objectifs et les conditions préalables du réseau de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au sein des communautés ont été établis, les autorités locales peuvent cartographier les communautés concernées. Des représentants du groupe de travail RAN LOCAL ont défini les nombreux moyens permettant de réaliser un tel exercice de cartographie:

- en utilisant les réseaux existants de la communauté locale. Il est possible de prendre contact avec des collègues des organisations gouvernementales concernées afin d'obtenir des informations sur les communautés et de connaître leurs coordonnées;
- en recherchant des communautés en ligne sur les réseaux sociaux, des sites web et des forums;
- en visitant des lieux dans la ville où les communautés peuvent se réunir ou communiquer: bibliothèques, supermarchés, centres pour les jeunes, lieux de culte, clubs sportifs;
- en faisant savoir aux communautés que les autorités locales existent et qu'elles sont intéressées: distribuer des dépliantes avec les coordonnées des personnes à contacter.

Si possible, les autorités locales devraient déjà inclure des informations sur les communautés, telles que l'histoire locale et les points de contact. Plus la carte des communautés concernées est complète et plus le contexte est riche, plus il est facile de faire des choix calculés lors de la constitution d'un réseau de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au sein des communautés.



Considérations pour les autorités locales

- ✦ Les communautés les plus grandes et les mieux organisées sont souvent les plus faciles à reconnaître et à atteindre. Mais il ne s'agit pas toujours des plus importantes. Efforcez-vous également d'identifier les communautés organisées de plus petite taille.
- ✦ Les communautés sont parfois plus diversifiées et plus complexes qu'il n'y paraît à première vue. Ne vous fiez pas uniquement aux étiquettes et respectez le pluralisme des communautés.
- ✦ La cartographie des communautés est un effort continu. Les communautés évoluent et le réseau doit refléter cette dynamique. Vous devez donc vérifier en permanence si votre réseau est toujours actualisé.
- ✦ L'exercice de cartographie peut être réalisé par un stagiaire afin de minimiser les coûts.



Considérations pour les communautés

- ✦ Prenez contact avec les autorités locales si votre communauté souhaite collaborer avec elles. Parfois, les communautés souhaitent coopérer, mais les autorités locales ne sont pas conscientes du pluralisme qui existe au sein des communautés.
- ✦ Associez-vous et collaborez avec d'autres organisations ou communautés apparentées afin de vous organiser et d'assurer votre visibilité.

Étape 2: prise de contact

Lors de l'établissement des contacts, il est important que les autorités locales n'abordent pas de but en blanc la prévention de la radicalisation. La collaboration entre les autorités locales et les communautés repose sur un climat de confiance. Il ne s'agit pas d'imposer un programme qui peut être considéré comme stigmatisant ou inintéressant pour l'autre. Les autorités locales devraient plutôt commencer par être à l'écoute, reconnaître les besoins et les intérêts de la communauté et montrer un intérêt réel. La formulation est essentielle.

Cela ne signifie pas que les autorités locales doivent dissimuler leurs ambitions. La confiance se développe grâce à la transparence. Ainsi, l'objectif de la collaboration doit être exprimé à temps. La relation doit se développer de manière naturelle: par exemple, les représentants des autorités locales assistent d'abord aux événements de la communauté, tels que des festivités. Ils peuvent par la suite nouer des contacts individuels pour parler des besoins de la communauté. Avec le temps, il sera possible d'aborder la prévention de la radicalisation. Si la collaboration entre certaines communautés et les autorités locales se cantonne à de telles formes de dialogue, d'autres seront plus étroitement associées à l'approche locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.



Considérations pour les autorités locales

- ✦ Les communautés sont diverses. Reconnaissez cette complexité et diversifiez les approches en fonction des communautés et des personnes clés au moment d'établir le contact. Il n'existe pas d'approche universelle.
- ✦ Il est difficile et long de tisser des liens avec les communautés qui se sentent ciblées par les autorités. Néanmoins, il s'agit là d'un premier pas vers la collaboration de la communauté, sa résilience et sa volonté de faire face à des problèmes tels que la polarisation et la radicalisation.
- ✦ N'abordez pas les membres des communautés comme des étrangers. Traiter les personnes comme des êtres exotiques crée une dynamique du «nous» contre «eux», plutôt qu'un climat de confiance.
- ✦ Lorsque vous vous adressez aux communautés, ne donnez pas l'impression d'être condescendant envers elles. Il est important que les représentants de la communauté aient le sentiment que le partenariat repose sur l'égalité.
- ✦ Certaines autorités locales choisissent de confier les contacts avec les communautés à une ONG en ce qui a trait à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent. Il peut être

plus facile de faire confiance à une ONG qu'aux autorités locales.



Considérations pour les communautés

- ✦ Il va sans dire qu'il est acceptable de demander pourquoi les autorités locales s'intéressent à votre communauté et ce qui les incite à vous contacter.
- ✦ Les intermédiaires crédibles peuvent perdre leur crédibilité au sein de la communauté s'ils sont vus en compagnie de représentants des autorités locales. Les représentants de la communauté doivent être conscients que le reste de la communauté pourrait ne pas partager la confiance qu'ils viennent d'accorder aux autorités. Le rythme est crucial.

Étape 3: sélection des partenaires

Une fois que les autorités locales et les communautés ont fait connaissance, il est possible d'aborder la prévention de la radicalisation. À ce stade, il peut être utile de distinguer différents niveaux de collaboration:

- Le dialogue:* c'est le niveau de collaboration le plus bas. Les participants à la réunion conjointe des groupes de travail RAN Local et RAN YF&C ont convenu que l'ensemble des communautés et des organisations devraient être impliquées dans le dialogue, car l'isolement n'est pas souhaitable. Cela signifie que les autorités locales doivent interagir avec des organisations qui ne sont pas en accord avec les normes et les valeurs démocratiques de la municipalité.
- La collaboration: elle correspond à un niveau de collaboration plus approfondi. À ce niveau, les communautés font partie du réseau local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Le partenariat: il consiste à inclure une organisation ou un représentant de la communauté comme pierre angulaire de l'approche locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Cette organisation peut par exemple jouer un rôle d'intermédiaire entre les autorités locales et d'autres

communautés. La communauté peut participer à la l'élaboration de l'approche locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Lorsqu'elles sélectionnent les organisations et les représentants de la communauté avec lesquels elles vont collaborer ou s'associer, les autorités locales doivent faire des choix. Les ressources étant limitées, il est important de choisir les parties auxquelles l'approche locale de prévention de la radicalisation sera la plus bénéfique. Cependant, il y a lieu de justifier et de communiquer ces choix avec soin afin d'éviter la stigmatisation. Du temps et des efforts sont nécessaires pour corriger les préjudices causés au début d'une collaboration.

Lorsque vous travaillez plus étroitement avec un organisme ou un représentant de la communauté, il peut être nécessaire de procéder à une évaluation. Une collaboration étroite avec des organisations ou des personnes qui n'adhèrent pas aux valeurs démocratiques peut discréditer les autorités locales. L'article du groupe de travail RAN Local intitulé «*How to cooperate with religious organisations*» (Coopérer avec les organisations religieuses)⁽⁹⁾ fournit des lignes directrices et des questions qui peuvent aider les autorités locales à sélectionner et évaluer leurs partenaires potentiels. Il en est également fait mention dans la rubrique «Considérations pour les autorités locales» à la page suivante. Dans la stratégie ou le plan d'action local de lutte contre l'extrémisme violent, il conviendrait de mentionner les principales organisations du réseau local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et de décrire le motif et l'objectif de la coopération.



Considérations pour les autorités locales

⁹ Article ex-post du groupe de travail RAN LOCAL (2016) intitulé «[How to cooperate with religious organisations](#)» (Coopérer avec les organisations religieuses)

Évaluation

- ✦ L'évaluation ne devrait jamais constituer la première étape d'une relation avec les communautés. Elle ne sera nécessaire que lorsque l'on passera à un niveau de collaboration plus approfondi.
- ✦ L'évaluation est une question délicate. Soyez transparent sur ce que la procédure implique et en quoi elle est nécessaire.
- ✦ Examinez le financement que les organisations perçoivent, quand et comment elles ont été mentionnées dans les médias, consultez le site web, les communiqués de presse, etc.
- ✦ Quelles sont leur idéologie et leur mission? Qui sont les principaux membres/partisans de cette organisation au sein de votre communauté locale? Quel est le point de vue de l'organisation concernant le pluralisme?
- ✦ Évaluez le rôle que joue l'organisation et le représentant au sein de la communauté locale: qui représentent-ils et quelles sont leurs réalisations en matière de lutte contre l'extrémisme violent et la prévention de la radicalisation?
- ✦ Il est nécessaire de vérifier l'intégrité des personnes responsables des organisations de la communauté, car le financement de groupes ayant une mauvaise réputation peut compromettre un projet plus vaste.

Sélection des partenaires

- ✦ Si seul un représentant, une communauté ou une ONG bénéficie d'une reconnaissance officielle, vous risquez de perdre la confiance des autres communautés.
- ✦ Ayez une stratégie à long terme qui explique pourquoi vous coopérez avec une organisation donnée. Soyez réaliste quant aux ressources et aux résultats de la collaboration avec la communauté.
- ✦ Les ressources sont limitées. Cependant, la valeur du réseau ne se limite à la prévention ni à la lutte contre l'extrémisme violent. En effet, le réseau peut être utile à de nombreuses autres fins, il devrait donc être possible de mobiliser d'autres financements pour la collaboration.



Considérations pour les communautés

- ✦ Sensibiliser les autorités locales et instaurer un climat de confiance peut être un processus frustrant. La bureaucratie et les malentendus font partie du processus. La patience et la transparence sont essentielles.
- ✦ Les questions qui font partie de la procédure d'évaluation ou de la vérification de l'intégrité peuvent paraître stigmatisantes. Cependant, n'oubliez pas que les autorités locales ne peuvent pas se permettre de s'associer à des organisations qui n'adhèrent pas aux valeurs démocratiques.
- ✦ Les actes ont plus de poids que les mots. Collaborer avec d'autres organisations et faire du bon travail fournit aux autorités locales des exemples concrets des intentions et des capacités de votre organisation.

Étape 4: dialogue et collaboration

La collaboration entre les communautés et les autorités locales repose sur la réciprocité et la confiance. La collaboration doit être bénéfique pour les deux parties. Pour établir une telle coopération, il est important de tenir compte de ce qui est discuté, quand, où et avec qui.

Quoi et quand? Définir le programme

L'étape 2 a expliqué pourquoi les autorités locales ne devraient pas définir immédiatement un programme axé sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Les représentants de la communauté sont bénévoles et sont donc susceptibles d'avoir d'autres priorités. Si la collaboration avec les autorités locales ne leur procure aucun avantage clair, ils seront peu enclins à participer. C'est donc d'abord la communauté qui doit définir le programme: quelles sont ses préoccupations? À ce stade, les autorités locales doivent être à l'écoute et, si possible, proposer des solutions. Lors de la recherche de solutions, il peut être utile de procéder à une analyse proactive de la communauté. Quelles sont les principales préoccupations et les principaux problèmes de la communauté? Leurs membres/partisans rencontrent-ils des problèmes spécifiques? Un représentant de la communauté peut ne pas être au courant de l'aide que les autorités locales peuvent apporter concernant certains problèmes.

Lorsque la relation évolue, il est utile de recourir à un plan d'action et à une justification claire. Les objectifs doivent être bien définis: créer un climat de confiance, susciter une prise de conscience, mettre en place un centre d'information, instaurer un dialogue, renforcer la résilience, etc. Si la radicalisation et l'extrémisme restent des sujets sensibles, est-il possible de se concentrer sur la prévention précoce? Si tel est le cas, il n'est même pas nécessaire d'employer les termes «radicalisation» et «extrémisme». Parfois, discuter de termes et de définitions tels que «terrorisme» peut permettre d'ouvrir un débat et de susciter une prise de conscience. Toutefois, il n'est pas suffisant de définir uniquement des objectifs communs. L'enjeu principal consiste à trouver des moyens de maintenir les relations lorsque l'objectif initial du contact n'existe plus. Les communautés évoluent et il est difficile de maintenir la communication. Si la collaboration n'atteint aucun objectif, la communauté sera moins encline à coopérer. Il est donc important de faire part des réussites, d'actualiser les objectifs et de poursuivre la réciprocité.

Où? Des espaces et des activités sûrs

Dans toute intervention auprès des communautés ou de leurs membres, il est essentiel de disposer d'un espace sûr pour assurer la coopération et instaurer un climat de confiance. Un espace sûr implique les éléments suivants:

- a. Un espace physique sûr qui ne représente pas le «territoire» d'une des parties (par exemple, le fait qu'un hôtel de ville soit considéré comme un endroit «sûr» dépend de la confiance que les individus accordent ou non aux autorités locales). Parfois, le territoire d'une des parties peut être délibérément choisi comme lieu de rencontre afin de faire un geste envers une communauté donnée.
- b. Les personnes adéquates pour nouer des liens avec les communautés, en leur sein et entre elles. Ces personnes doivent être crédibles aux yeux des membres de la communauté, dignes de confiance, honnêtes et capables de comprendre différents points de vue.
- c. Les règles/accords/rituels concernant la manière de coopérer. Il s'agit d'aspects pratiques (des notes sont-elles prises? La presse est-elle impliquée? Comment les informations sensibles seront-elles partagées et traitées, etc.).

Parfois, l'introduction d'une activité permet également de créer un environnement sûr. Les participants à l'événement conjoint des groupes de travail RAN LOCAL et RAN YF&C ont suggéré des activités telles que de la marche, des cours de cuisine, la participation à des festivités ou même des rencontres en ligne. Ce changement de dynamique peut faire toute la différence. Le «facteur plaisir» constitue un aspect important de la réussite d'une intervention auprès d'une communauté. La participation aux réunions devrait en valoir la peine; on doit au moins servir un bon repas.

Qui? Capacités et compétences

La réussite de la collaboration entre la communauté et les autorités locales dépend en grande partie des personnes impliquées. Quels que soient l'objectif et le processus en jeu, tisser des liens est une question d'interaction humaine. Les autorités locales feront face à de nombreuses communautés différentes, chacune ayant ses propres normes, valeurs et coutumes. L'une des compétences les plus primordiales pour ce type de travail est la compétence transculturelle des animateurs socioculturels et des autorités. Les deux parties devraient être capables de faire preuve d'empathie l'une envers l'autre, sur la base d'une connaissance et d'une compréhension rudimentaires des différences culturelles ainsi que du respect de ces différences. Un bon point de départ pour favoriser la compréhension mutuelle est de discuter de points communs: le sport, l'histoire commune, le quartier, etc.

Il est également important de reconnaître les identités multiples de chacun. Les personnes ne sont pas uniquement membres d'une communauté, ce sont aussi des professionnels, des amis et des parents. Les personnes considérées comme faisant partie d'une communauté peuvent ne pas avoir ce sentiment. Discuter des identités multiples est un bon moyen pour que tout le monde apprenne à se connaître. Les participants à la réunion des groupes de travail RAN YF&C et RAN LOCAL ont également souligné qu'il était important de conserver le même interlocuteur au sein de l'autorité locale. Puisque la relation entre les communautés et les autorités locales concerne des personnes, les changements d'interlocuteurs exigent de rétablir le climat de confiance. Cependant, les communautés et les autorités locales doivent faire attention que le réseau local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ne dépende pas trop d'un certain groupe de personnes.

Même si la coopération entre les autorités locales et une communauté peut commencer par un contact individuel, la collaboration peut se transformer en un réseau dans lequel plusieurs communautés sont en lien les unes avec les autres. L'instauration d'un climat de confiance entre les communautés présente également beaucoup d'intérêt pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Cependant, la dynamique changera lorsque les autorités locales rencontreront un groupe de communautés diversifié. Lorsque plusieurs communautés sont invitées à un même événement, il est important de laisser la place à des points de vue multiples. Les communautés absentes ont autant d'importance que celles qui sont présentes. Les autorités locales peuvent animer les tables rondes et le dialogue, en expliquant à quoi servent les limites juridiques et ce qu'il est possible de faire et de dire en public. Lorsque des sujets délicats tels que les crimes haineux ou l'idéologie sont abordés, il peut être utile d'inviter des conférenciers et/ou des animateurs extérieurs à la municipalité. Les participants peuvent ainsi s'exprimer plus librement.



Considérations pour les autorités locales

- ✦ Le bénévolat ne doit pas être considéré comme allant de soi ou être utilisé comme une main-d'œuvre «bon marché» en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Les représentants de la communauté doivent déployer beaucoup d'efforts pour garder la confiance de leur communauté. Comprenez et appréciez les efforts que déploient les représentants des communautés.
- ✦ Ne faites jamais trop de promesses concernant ce que vous êtes en mesure d'offrir en tant qu'autorité locale, car un manque de résultats nuira considérablement au climat de confiance que vous avez instauré.
- ✦ Il se peut que vous ne compreniez pas les normes et les coutumes d'une communauté. Soyez critique sur la façon dont vous faites les choses et ne soyez pas offensé si vous êtes critiqué.
- ✦ Créer un espace sûr, c'est avoir le souci du détail: faites appel à des entrepreneurs locaux pour la restauration, adaptez votre langage au public et utilisez différentes formes de communication (la messagerie électronique n'est pas un outil de communication évident pour tout le monde).
- ✦ Soyez sensible à la position du représentant de la communauté et à la façon dont les interactions avec les autorités locales l'influencent. Certaines questions sensibles peuvent être discutées à huis clos.
- ✦ Certains représentants de communautés pourraient être plus intéressés par un gain personnel que par une véritable collaboration entre la communauté et les autorités locales. Ce n'est pas nécessairement négatif si quelqu'un a une autre motivation, mais cela ne devrait pas mettre en danger la relation entre la communauté et les autorités locales. Parfois, le représentant de la communauté agit plus comme un gardien que comme un intermédiaire.



Considérations pour les communautés

- ✦ La collaboration doit être intéressante pour le représentant de la communauté, mais les résultats doivent également être clairs pour le reste de la communauté. Sinon, vous risquez de perdre votre crédibilité.
- ✦ Demandez sans détour aux autorités locales à qui vous pouvez vous adresser en tant que représentant de la communauté.
- ✦ Les autorités locales devraient être considérées comme des partenaires essentiels. Lorsque vous participez au réseau, que vous disposez d'une plateforme permettant de contribuer à l'approche locale en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et que vous acceptez l'aide et les ressources des autorités locales, vous devez être ouvert et être prêt à recevoir des commentaires. La confiance doit être réciproque.

Étape 5: réponse à une crise

Après un incident (violent), la première action visible est souvent une opération de répression ou une intervention liée à la sécurité. Si ces actions contribuent à réduire la violence et à dissuader les agresseurs, elles ne suffisent pas. Sans dialogue sur les incidents et les dynamiques qui les ont précédés, les problèmes de la communauté se retrouvent dans des lieux clandestins et incontrôlés (en ligne et hors ligne). Au lieu de cela, les autorités locales devraient impliquer les communautés après une crise et œuvrer ensemble afin de rétablir la cohésion. Le réseau devrait déjà être en place lorsqu'une crise survient, de sorte que l'intervention devrait constituer la dernière étape de la collaboration de la communauté. L'existence d'un réseau de communautés permettra d'intervenir de façon plus sophistiquée lorsqu'un incident se produit.

L'ampleur d'une crise peut être variable et la réponse doit être adaptée en conséquence. Une crise peut, par exemple, survenir à la suite d'une manifestation de plus en plus violente, d'un crime haineux ou, dans le pire des cas, d'un attentat. Quel que soit le type de crise, les autorités locales doivent prendre contact avec le réseau local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent afin de vérifier les préoccupations, les besoins et les craintes des différentes communautés. Les communautés concernées pourraient avoir besoin d'être rassurées par les autorités locales ou de recevoir un soutien par l'intermédiaire d'un communiqué de presse officiel. Parfois, il est déjà possible de réunir le réseau local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent afin de discuter ensemble d'une intervention d'urgence. Dans d'autres cas, il peut être plus approprié de rester concentré sur l'objectif principal plutôt que d'aborder directement le conflit. Chaque crise et chaque partenariat est différent et nécessite une approche individualisée afin de résoudre les problèmes et les conflits. La clé de la réussite consiste à bénéficier d'une relation de confiance mutuelle avec les principaux acteurs de la communauté.

Certaines autres mesures peuvent être prises pour se préparer à une crise généralisée. L'intérêt accru des médias constitue l'une des plus grandes difficultés à surmonter au lendemain d'une crise. Si la crise touche une communauté donnée, elle deviendra la cible des médias. Il est très utile de s'assurer que les messages des autorités locales et des communautés correspondent. Les autorités locales devraient prendre contact avec le réseau des communautés locales avant de communiquer avec les médias. Certaines autorités locales ont également recours à des procédures standardisées et à des équipes préorganisées qui sont disponibles en cas de crise ou de situation nécessitant une réponse immédiate. Il s'agit de prestataires de services spécialisés (dialogue, experts en réduction des conflits) qui peuvent se déployer rapidement afin d'engager le dialogue et de réorienter les communautés afin qu'elles collaborent sur des problèmes

communs. Une fois que la crise est passée, les autorités locales et les communautés peuvent travailler afin de rétablir la cohésion au sein de la communauté.



Considérations pour les autorités locales

- ✦ Apprenez à connaître vos équipes de lutte contre le terrorisme. En cas de problème, elles passeront à l'action, ce qui aura des conséquences sur les communautés locales.
- ✦ Évaluez l'incidence de la crise ou de l'incident sur les différentes communautés.
- ✦ Faites preuve de détermination et réagissez rapidement face à une éventuelle recrudescence des crimes haineux suite à une crise. Les communautés doivent se sentir en sécurité.



Considérations pour les communautés

Les participants à la réunion conjointe des groupes de travail RAN YF&C et RAN LOCAL ont entendu parler des répercussions qu'un attentat survenu à Manchester a eues sur la communauté libyenne. Le cerveau de cet attentat était d'origine libyenne:

- ✦ En tant qu'habitants de la municipalité, les membres de la communauté ont été les premiers touchés. Le climat de peur était généralisé, n'importe quel membre de la communauté aurait pu se trouver sur le site de l'attentat.
- ✦ La communauté est alors devenue suspecte. Tous les médias voulaient parler aux Libyens. Les membres de la communauté n'osaient pas sortir de chez eux.
- ✦ On a observé une montée de l'islamophobie. Les femmes se faisaient arracher leur foulard. La peur de sortir s'en trouvait encore accrue et le risque de polarisation augmentait.

La communauté libyenne a réagi en présentant ses [actions publiques positives](#).

Le contexte national

Bien que la collaboration avec les communautés revienne avant tout aux autorités locales, elles ne fonctionnent pas en vase clos. Les autorités nationales jouent un rôle important pour créer les conditions préalables permettant à la collaboration entre les autorités locales et les communautés de prospérer. La politique nationale, les budgets et la communication ont une incidence directe sur les conditions dans lesquelles les autorités locales et les communautés locales fonctionnent. En septembre 2018, les groupes de travail RAN YF&C et RAN LOCAL organiseront un événement politique et pratique au cours duquel les

coordinateurs locaux du domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, les représentants des communautés et les décideurs politiques nationaux en matière de prévention seront invités à discuter de la meilleure façon de faciliter et de renforcer leurs efforts mutuels en matière de prévention de la radicalisation.